

# CLINIQUE DROITS DEVANT

## Bilan des activités 2021-2022

---

### SOMMAIRE

<i>Ligne du temps d'une année de relance</i>	2
<b>Activités principales de la Clinique Droits Devant</b> Programmes sociaux de la cour municipale Accueil et recours	3
<b>Restructuration</b>	4
<b>Les partenariats et l'implication dans la communauté</b>	5
<b>Fonctionnement démocratique</b> Conseil d'administration et équipe de travail	7

## *Ligne du temps d'une année de relance*

---

L'année 2021-2022 en a été une de relance des activités de la Clinique Droits Devant. Une relance s'inscrivant tout d'abord dans une période de restructuration de son fonctionnement interne consacrée essentiellement aux ressources humaines (réorganisation du travail, des postes, etc.). Ensuite, une relance menée dans un contexte où l'embauche est marquée par une pénurie de main d'œuvre et une pandémie qui s'éternise. En somme, une relance plus lente qu'escomptée, les  $\frac{3}{4}$  de l'année avec des activités bien au ralenti. Enfin, une relance progressive à partir de la fin 2021, avec des services enfin rendus et des personnes judiciairisées qui enfin peuvent venir à nouveau au bureau de la Clinique pour bénéficier de services d'aide et d'accompagnement.

Si on en reprend le fil, déjà depuis le début janvier 2021, l'essentiel des services étaient fermés, à l'exception des interventions à la cour liées au volet criminel du Programme accompagnement justice itinérance à la cour (PAJIC Porte Ouvertes). La situation est demeurée ainsi toute l'année 2021, après quoi l'ensemble des services et du sans- rendez-vous ont repris progressivement.

En parallèle, des chantiers liés à la restructuration de l'organisme ont été mis en branle, notamment au niveau des ressources humaines et de la gouvernance. Dès juillet 2021, des offres d'emploi ont été diffusées. Au directeur général en poste s'est ajoutée une coordonnatrice à la mi-septembre, une première intervenante à la fin novembre et deux autres employé.e.s au début de février (une autre intervenante et une personne chargée d'administration). La constitution et la formation de la nouvelle équipe en place n'a pas été une mince affaire, se déroulant le plus souvent avec les contraintes restantes de la pandémie de Covid-19, avec peu de monde à voir en face-à-face et avec une reprise des plages horaires de sans- rendez-vous au tout dernier mois de l'année financière (mars 2022).

C'est néanmoins avec grand enthousiasme que nous avons terminé l'année financière, au 31 mars 2022, avec une équipe en place, une journée (le lundi) sans- rendez-vous ainsi qu'une journée sur rendez-vous et de permanence téléphonique (le mardi). Lentement, mais sûrement, on cogne de plus en plus aux portes de la Clinique Droits Devant. Les programmes de la cour reprennent leur développement, particulièrement celui qui concerne les contraventions (PAJIC Régulier). Les implications de la Clinique dans son milieu reprennent aussi sur des enjeux qui la touchent et la concernent en particulier, notamment ceux du profilage, mais aussi plus spécifiquement les effets de la répression et des enjeux du partage de l'espace public en temps de pandémie.

Au travers de ce rapport, nous reviendrons notamment sur certains des aspects qui ont ponctué cette année de relance, sans oublier de nommer des noms de personnes précieuses qui ont été d'une grande aide afin d'aider à tenir le fort. Un grand merci à toutes ces personnes, de même qu'à celles, valeureuses, qui fréquentent l'organisme, des personnes judiciairisées qui se sont avérées fort patientes jusqu'à la réouverture pleine et entière de la Clinique. En 2021-2022, l'organisme a aussi soufflé ses 15 bougies. Bonne fête, la Clinique, et bon nouveau !

## ACTIVITÉS DE LA CLINIQUE DROITS DEVANT

---

En 2020-2021, **135 nouvelles personnes** (111 hommes, 23 femmes, 1 personne s'identifiant comme non binaire) **ont ouvert un dossier à la Clinique** dans le but de connaître leur situation judiciaire.

Ainsi, **c'est 3 567 personnes judiciairisées en situation d'itinérance, à risque de l'être ou en processus de sortie de rue qui ont ouvert un dossier à la Clinique entre le 26 novembre 2006 et le 31 mars 2022.**

### Les programmes sociaux de la cour municipale

L'essentiel des activités maintenues pendant les 3/4 de l'année (avril à décembre 2021) concerne le volet criminel du PAJIC (Programme accompagnement justice itinérance à la cour), le PAJIC Portes ouvertes. Bien qu'au ralenti pendant la même période, le PAJIC Régulier (contraventions) a repris progressivement sa cadence dans la deuxième moitié de l'année financière. Dans l'ensemble, ce programme en deux volets établi à Montréal permet le retrait total ou partiel des contraventions et des accusations reçues lors de la période d'itinérance des personnes qui ont par la suite fait des démarches liées à leur sortie de rue.

<b>PAJIC Régulier</b>	
Intégration au programme	<b>20</b>
Finalisation du programme	<b>25</b>
Rencontres avec unE procureurE à la Clinique Droits Devant	<b>34</b>
Journées de rencontres	<b>6</b>
½ journées à la cour	<b>6</b>
<b>PAJIC Portes ouvertes</b>	
Intégration au programme	<b>31</b>
Finalisation du programme	<b>26</b>
Rencontres préparatoires procureur/Clinique	<b>20</b>
½ journées à la cour	<b>24</b>

Il est assez difficile de comparer les données avec celles des années précédentes. Néanmoins, sachant que le volet Portes ouvertes (criminel) a été constant toute l'année (2021-2022) comme ce fut le cas l'année précédant la pandémie (2019-2020), on constate que les chiffres sont stables entre elles : 31 intégrations cette année contre 30 en 2019-2020, et 26 finalisations cette année contre 31 en 2019-2020. Aussi, il convient de souligner le nombre de personnes inscrites et ayant rencontré un procureur à la Clinique Droits Devant à la fin de l'année (de 8 à 10 personne par journée). Ce niveau d'assiduité augure plutôt bien pour la suite.

## Les autres interventions

### Liées à l'accueil des personnes

<b>Contacts</b> (pour répondre aux questions, informer, faire des suivis)	461 (sur 3 mois)
<b>Sorties de dossiers</b> cour municipale	118

N'ayant recommencé à être comptabilisées qu'à partir du début 2022, les données concernant plusieurs interventions ne peuvent être rapportées ici, car leur nombre est loin d'être significatif. C'est le cas plus spécifiquement de l'**accompagnement** social hors programme (contestation de contraventions, audiences au criminel), les **ententes de paiements et de travaux compensatoires**, les **sorties de dossiers aux Palais de justice** les références vers d'autres ressources et tout ce qui concerne les **interventions individuelles dans les autres villes**.

Toutefois, pour preuve que les interventions étaient bien réparties à la fin de l'année, quelque 461 contacts étaient comptabilisés pour les 2 ½ derniers mois de l'année (taux de 184/mois) contre 2400 pour toute l'année précédente (taux de 200/mois). Situation semblable en ce qui a trait aux sorties de dossiers, dont 80 des 118 réalisées cette année l'ont été dans les 2 ½ derniers mois (taux de 47/mois), comparativement à 162 pour toute l'année 2020-2021 (taux de 13,5/mois). En outre, dès le début de la reprise progressive des activités, les contraventions reçues dans le cadre de la pandémie de Covid-19 (particulièrement celles liées au couvre-feu) ont occupé une certaine part des interventions menées.

### Les recours

Cette année, 5 interventions, essentiellement pour des suivis, ont été réalisées en lien avec des recours. On parle ici de rencontres, suivis, soutien et accompagnements de 4 personnes en déontologie policière et à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJQ).

---

## RESTRUCTURATION

À compter de janvier 2021, la Clinique a amorcé une importante démarche de restructuration, en regard d'enjeux liés à la pandémie et aux ressources humaines. Pour ce faire, elle a été accompagnée par PAIR, une firme spécialisée en renforcement organisationnel, qui a produit un diagnostic au printemps 2021, entraînant ainsi différents chantiers de travail en vue de la relance de l'organisme.

Une des premières tâches a consisté à revoir le fonctionnement interne de l'organisme, la répartition des tâches et les postes nécessaires. Il a été ainsi convenu qu'une équipe de base devait être constituée d'une direction, d'une coordination (dont une portion du travail soit dédiée à l'intervention), de deux postes d'intervention et d'un poste chargé de l'administration (dossiers judiciaires et gestion générale de l'organisme). D'autres travaux ont été amorcés en vue de favoriser l'amélioration des conditions de travail, de revoir ou créer des politiques de gestion internes et d'offrir un soutien organisationnel à la direction générale. Un comité de travail a aussi été chargé d'amorcer une réflexion sur la posture de l'organisme à l'égard de la défense de droits. Enfin, plusieurs actions ont été mises en branle en matière de gouvernance, entre autres la révision et la création de politiques et d'outils qui y sont associés (canaux de communication et mécanismes de reddition de compte, Politique de représentation, Politique pour un milieu respectueux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel au travail, processus d'évaluation du CA, etc.).

En somme, dès le printemps 2021, et ce jusqu'au-delà de la fin de l'année au 31 mars 2022, différentes démarches de restructuration, pilotées par le conseil d'administration et la direction générale, avec le précieux concours de la firme PAIR, se sont déroulées en parallèle à la relance progressive des interventions de la Clinique.

## LES PARTENARIATS ET L'IMPLICATION DANS LA COMMUNAUTÉ

---

La Clinique a initié et participé à différentes activités et initiatives, de concert avec ses partenaires, de manière grandissante à mesure que l'année avançait.

Parmi les événements auxquels elle a contribué, on retrouve notamment :

- L'organisation et la participation active à l'événement **Activité d'échange sur les pratiques, réalités et besoins en matière pénale des personnes en situation d'itinérance et de marginalité au Québec**, en collaboration avec le ministère de la Justice (MJQ) et la Clinique Droit de cité (Québec).
- La participation à un panel lors du lancement de l'ouvrage **Itinérance et cohabitation urbaine** réalisé sous la direction de Michel Parazelli, professeur à l'École de travail social de l'UQAM.
- La participation à des activités du RAPSIM (Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal), regroupement dont la Clinique est membre, en particulier sur le panel de l'événement **Nouvelles réalités, autant d'enjeux pour le respect des droits : Retour sur les données du 5e portrait de la situation dans l'espace public montréalais**.

Concernant d'autres implications et moments de concertation, on note :

- Dans le cadre de son travail de **collaboration avec les services de la cour municipale de Montréal**, rencontres de procureurs de la poursuite (5), de responsables du bureau de la perception des amendes (3) de même que des juges de la cour municipale (1).

- L'implication dans des travaux visant le **déploiement de programmes liés à la judiciarisation dans d'autres villes** du Québec (notamment à Laval et Longueuil), en collaboration avec le Ministère de la Justice.
- Au niveau de la **Ville de Montréal** et du **CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal**, participation à des rencontres liées aux enjeux du profilage et du partage de l'espace public, en particulier au **Comité Cohabitation sociale et judiciarisation**.
- La participation à la réalisation du rapport ***Une approche punitive alarmante face à la pandémie de COVID-19 : analyse des données policières*** de l'Observatoire des profilages (ODP) ainsi qu'aux travaux du Comité Amnistie concernant les constats d'infraction remis pendant la crise sanitaire.
- Contribution à une vidéo produite par le (RÉ)SO 16-35 sur le PAJIC (Programme accompagnement justice itinérance à la cour).

La Clinique est aussi **membre** du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), de la Ligue des droits et libertés (LDL), de la Table de concertation du Faubourg St-Laurent (TCFSL) et de l'Observatoire des profilages (ODP). Elle est aussi située au Centre communautaire du Faubourg St-Laurent (CCFSL), dont elle est membre locataire.

## Piliers

Avec la relance de ses activités, les contacts de la Clinique ont repris une cadence plus soutenue avec l'ensemble des partenaires communautaires, et en particulier avec les organismes de son réseau de Piliers (composés d'intervenant.e.s qui offrent l'équivalent de certains services de la Clinique directement aux personnes fréquentant leurs ressources), qui compte une vingtaine d'organismes. Une première grande rencontre des Piliers s'est tenue à la fin de l'année, dont une partie du contenu a porté sur les actions à mener et comment venir en aide aux personnes qui ont reçu des contraventions en lien avec les règles sanitaires (aussi appelé *tickets Covid*).

## Super-Piliers et bénévoles

L'apport de 4 **Super Piliers** pendant la dernière année a été fort remarqué et apprécié : Catherine Doucet et Nadia Joannides (Diogène), Maude Fleurent (CACTUS) et Gilbert Gosselin (Dans la rue). Les Super Piliers sont des personnes intervenantes issues d'autres organismes qui aident dans le quotidien du PAJIC, cette année plus particulièrement dans le PAJIC Portes Ouvertes. Par ailleurs, on compte une douzaine de bénévoles qui contribuent au quotidien de la Clinique.

## Partenaires financiers

La Clinique compte parmi ses bailleurs de fonds : Vers un chez soi, le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), la Ville de Montréal, Mission Inclusion (anciennement L'ŒUVRE Léger), l'Arrondissement Ville-Marie, le ministère de la Justice (MJQ). Les autres sources proviennent essentiellement de subventions discrétionnaires.

## FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE + ÉQUIPE DE TRAVAIL

---

En 2021-2022, la Clinique comptait 56 membres en juin 2021.

### Le conseil d'administration

Réuni à 13 reprises (en visio ou par courriel), voici le Conseil d'administration de cette année :

- **Véronique Fortin**, Présidente (membre individuelle)
- **Guillaume Tremblay**, Vice-président (membre individuel)
- **Benoit Morissette**, Trésorier (membre individuel)
- **Céline Duclap**, Secrétaire (membre individuelle)
- **Jacinthe Grenon** (membre partenaire - Programme Dialogue du YMCA du Qc)
- **Sylvio Dubé** (membre usager)
- **Jean-Marie Tison** (membre usager)

### L'équipe de travail

L'équipe de travail a été composée des personnes suivantes cette année : **Bernard St-Jacques** (directeur général), **Nina Micallef** (coordonnatrice ; arrivée en septembre), **Julie Meam** (intervenante ; arrivée en novembre) et **Julie Béliveau** (intervenante ; arrivée en février). On salue aussi le passage parmi nous de Gilbert Mukwanga (chargé d'administration).

Par ailleurs, un important appui à la direction et dans la formation des employées a été apporté par Marie-Pier Bernier, Jacinthe Poisson, Isabelle Raffestin et Véronique Houle (firme PAIR).

Enfin, la Clinique Droits Devant a bénéficié de l'appui soutenu de Catherine Doucet (Diogène), Maude Fleurant (CACTUS Mtl), Gilbert Gosselin (Dans la rue) et Nadia Joannides (Diogène) dans la réalisation du PAJIC Portes ouvertes une bonne partie de l'année.

Enfin, de nombreuses formations ont été dispensées aux membres de l'équipe et du conseil d'administration. Parmi les thèmes abordés, on trouve : la procédure pénale et criminelle, la posture clinique, les enjeux liés à l'itinérance, la santé mentale et les dépendances, la communication non violente et consciente, le harcèlement psychologique et sexuel au travail, le fonctionnement d'un organisme communautaire et sa gouvernance, le leadership et renforcement organisationnels.